

# Colonisation et génocide vont de pair en Israël

Le 13 mai 2024 par Daniel Falcone, TRUTHOUT <https://truthout.org/articles/israel-continues-unfettered-colonization-of-the-west-bank-amid-genocide-in-gaza/>

Daniel Falcone est écrivain, militant et enseignant à New York. Il étudie dans le cadre du programme de doctorat en histoire mondiale à l'université St. John's dans le Queens, à New York. Suivez-le sur Twitter : @DanielFalcone7.



**L'administration civile israélienne et la police des frontières israélienne démolissent une maison qui abritait 11 personnes, dont 9 enfants, dans le village d'Al-Jawaya, sud de la Cisjordanie, en Palestine, le 7 mai 2024 (Emily Glick/Middle East Images / AFP via Getty Images)**

La colonisation sauvage de la Cisjordanie se poursuit tandis que le génocide frappe la bande de Gaza. La Cisjordanie est le principal défi auquel les colons sionistes font face dans leur quête d'un «Grand Israël».

Alors que la campagne génocidaire est en cours à Gaza, Israël a étendu (<https://www.ohchr.org/en/statements-and-speeches/2024/03/occupied-palestinian-territory-reporting-settlements-and-occupied>) son projet de colonisation et a considérablement accru la violence coloniale et les violations des droits humains à l'encontre des Palestiniens.

Selon un rapport de Human Rights Watch (<https://www.hrw.org/news/2024/05/08/west-bank-israeli-forces-unlawful-killings-palestinians>), «les assassinats atteignent un niveau sans précédent» en Cisjordanie occupée. Dans cette interview exclusive pour *Truthout*, Richard Falk, spécialiste en relations internationales, nous rappelle la réalité et les objectifs de l'occupation israélienne de la Cisjordanie.

Falk décrit la détérioration de la situation, la privation de nourriture, les violations des droits humains, le caractère sauvage du pouvoir politique et le contrôle des ressources dans les territoires palestiniens occupés. Il explique également les objectifs des États-Unis en Cisjordanie et en quoi ils diffèrent de ceux de Gaza.

**VIDEO ; 18 communautés de bergers palestiniens ont été récemment rayées de la carte en Cisjordanie. Celle-ci pourrait être la prochaine source Haaretz**  
([https://www.btselem.org/video/202403\\_israel\\_has\\_ramped\\_up\\_efforts\\_to\\_displace\\_shepherding\\_communities\\_in\\_the\\_northern\\_jordan\\_valley\\_since\\_7\\_october](https://www.btselem.org/video/202403_israel_has_ramped_up_efforts_to_displace_shepherding_communities_in_the_northern_jordan_valley_since_7_october))

**VIDEO Des colons attaquent à jets de pierre des maison sous l'oeil des soldats de Tsahal Source B'Tselem**  
([https://www.btselem.org/video/20240523\\_israeli\\_settlers\\_attacked\\_palestinian\\_houses\\_and\\_soldiers\\_fired\\_live\\_rounds\\_in\\_qusrah\\_nablus\\_district](https://www.btselem.org/video/20240523_israeli_settlers_attacked_palestinian_houses_and_soldiers_fired_live_rounds_in_qusrah_nablus_district))

**Daniel Falcone:** Alors que l'attention est focalisée sur Gaza en raison de l'intensité des bombardements israéliens à Rafah, la Cisjordanie est parfois oubliée dans les reportages et les débats politiques concernant la lutte que mènent les Palestiniens pour leur survie. Comment appréhender la différence des objectifs stratégiques d'Israël à Gaza et en Cisjordanie?

**Richard Falk :** Les trois territoires que sont Jérusalem-Est, la Cisjordanie et la bande de Gaza ont connu des conditions d'occupation et de gouvernance assez différentes au cours des 57 années de contrôle israélien, mais aucune d'entre elles n'a été positive. En 2019, la Knesset a officiellement déclaré que Jérusalem était «la capitale éternelle de l'État juif d'Israël».



**Depuis le 7 octobre, Israël a intensifié ses efforts pour chasser les communautés de bergers palestiniens du nord de la vallée du Jourdain (Source B'Tselem)**

Une telle décision unilatérale de la part d'Israël est incompatible avec le droit international humanitaire. Elle viole également la lettre et l'esprit de la résolution 242 adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies ([https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/SCRes242\(1967\)\(fr\).pdf](https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/SCRes242(1967)(fr).pdf)), qui prévoyait le retrait complet des forces armées d'occupation israéliennes à courte échéance, les israéliens exigeant des «ajustements mineurs de la frontière».

Les Palestiniens ont toujours exigé et attendu que Jérusalem-Est soit la capitale de tout futur État palestinien, et cette position a été considérée comme un élément à part entière du consensus des Nations Unies qui s'est établi sur la base d'un soutien indéfectible à la «solution à deux États». En 1967, dans le cadre de l'administration des territoires occupés passés sous contrôle d'Israël pendant la guerre, Gaza était considéré comme le troisième élément, et le moins important.

Son statut a d'abord été perçu de manière ambivalente, principalement parce qu'elle était considérée comme éloignée du projet sioniste, ne faisant pas partie de la «terre promise» qui formait les contours géographiques de la vision sioniste d'un État juif. Au départ, Israël n'y voyait pas non plus de grandes perspectives économiques.

Entre 1967 et 2005, Israël a cependant traité Gaza comme une partie de la Palestine occupée (<https://www.amnesty.org/en/location/middle-east-and-north-africa/middle-east/israel-and-occupied-palestinian-territories/report-israel-and-occupied-palestinian-territories/>), avec une présence militaire envahissante et brutale des FDI [Forces de défense israéliennes] ainsi que des implantations illégales de colonies juives le long de la côte de Gaza.

L'administration de Gaza a longtemps été considérée comme un fardeau économique et un défi sécuritaire par Tel-Aviv. En 1987, la principale initiative de résistance à l'occupation israélienne, connue sous le nom de Première Intifada, a débuté à Gaza, défiant Israël mais aussi les dirigeants palestiniens de Yasser Arafat et la coalition de groupes palestiniens laïques connue sous le nom d'OLP (Organisation de libération de la Palestine).



En 2005, Israël s'est officiellement «désengagé» (<https://press.un.org/en/2005/sc8479.doc.htm>) de Gaza, affirmant que le retrait de ses forces armées et le démantèlement de ses colonies le libéraient de ses responsabilités ultérieures en tant qu'occupant de Gaza, dans la perspectives d'éventuelles résolutions de paix à venir, sous la forme d'une sorte d'accord de fédération avec la Jordanie et/ou l'Égypte.

Les Nations unies et les deux États arabes ont rejeté cette interprétation israélienne du désengagement. Ils ont considéré que cette nouvelle approche d'Israël à l'égard de Gaza se résumait à un redéploiement des forces terrestres juste derrière la frontière israélienne, couplé au maintien d'un contrôle total de l'espace aérien et des eaux territoriales au large de Gaza.

Elle prévoyait également une réglementation stricte des entrées et sorties de la bande de Gaza. En dépit de ce geste de «désengagement», Israël n'a jamais pu se défaire du fait que Gaza est perçue comme «la plus grande prison à ciel ouvert» (<https://merip.org/2015/06/gaza-as-an-open-air-prison/>) du monde, pour beaucoup de Gazaouis, y compris des Palestiniens laïques, cela a entraîné une sympathie et un soutien croissants pour le Hamas.

La complexité de l'histoire de Gaza après le désengagement a été marquée par la victoire électorale inattendue du Hamas en 2006, organisation qui figurait auparavant sur la liste des organisations terroristes des États-Unis et de l'Union européenne, ainsi que sur celle d'Israël.

Bien que le Hamas ait renoncé à la «lutte armée», Israël a imposé en 2007 un blocus rigoureux et punitif sur le plan économique contre les biens et les personnes cherchant à quitter ou à entrer dans la bande de Gaza, s'est engagé dans des incursions militaires majeures à intervalles réguliers et a mis la population au «régime sec» (<https://www.theguardian.com/world/2006/apr/16/israel>).

Face aux mesures répressives et aux incursions militaires d'Israël, le Hamas a présenté des propositions de cessez-le-feu à long terme qui ont été ignorées par Tel-Aviv et Washington.



**Les forces israéliennes pénètrent dans le camp de réfugiés de Balata, dans la ville de Naplouse, en Cisjordanie occupée, le 23 novembre 2023 (2023 Sipa via AP Images)**

Une campagne de résistance imaginative et non violente, connue sous le nom de «Grande marche du retour» (<https://www.aljazeera.com/news/2019/3/30/gazas-great-march-of-return-protests-explained>) et dont le mérite revient aux réfugiés palestiniens et à leurs descendants, ainsi qu'au Hamas, s'est heurtée en 2018 à la violence meurtrière de tireurs d'élite israéliens postés à la frontière, qui ont même pris pour cible de manière létale des journalistes bien identifiés.

Finalement, les provocations d'Israël et l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre dernier ont ouvert la voie à la dernière

phase génocidaire de la présence israélienne, combinant les méfaits de l'occupation et de nombreux crimes d'oppression, de déshumanisation, de destruction, de privation de denrées alimentaires, de nettoyage ethnique et d'apartheid, culminant dans le génocide.

Il semble qu'en 2024, Gaza soit stratégiquement et économiquement beaucoup plus importante pour le gouvernement de droite de Benjamin Netanyahu et son tempérament de colonisateur qu'elle ne l'était auparavant.

Cela est dû à la découverte de vastes gisements de pétrole et de gaz (<https://www.counterpunch.org/2024/01/26/how-is-gaza-offshore-gas-development-tied-to-the-israeli-invasion/>) en mer et à l'intérêt porté à un projet d'ingénierie majeur impliquant la construction par Israël d'un canal Ben Gourion (<https://blogs.timesofisrael.com/the-ben-gurion-canal-vision-amidst-upheaval/>) qui traverserait une partie du territoire gazaoui, dans le but de créer une alternative au canal de Suez.



***Gaza Marine est un champ gazier situé au large de Gaza, censé relever de la juridiction palestinienne, mais dont Israël a bloqué l'exploitation (Crédit : CNUCED)***

Pendant toute cette désolation, le gendre de Donald Trump, Jared Kushner, a proposé de manière obscène des maisons de luxe en bord de mer pour les colons dans une Gaza vidée de ses Palestiniens. C'est dans ce contexte que la Cisjordanie pose le plus grand défi quant à la poursuite du «Grand Israël», qui était l'idéal qui animait le mouvement des colons.

Ces derniers étaient extrêmement proches de la coalition du Sionisme religieux d'extrême droite, partenaire du gouvernement dirigé par Netanyahu, qui a pris les rênes d'Israël et des territoires palestiniens occupés en janvier 2023. Dès les premiers jours de gouvernement, il est apparu clairement qu'Israël se préparait à mener à son terme une version optimale du projet sioniste (<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2023/04/27/how-zionism-has-evolved-from-a-project-to-an-ideology>).

Le radicalisme israélien en la matière s'est traduit par le feu vert à la violence des colons en Cisjordanie, avec une série de provocations ayant pour but de créer chez les Palestiniens un sentiment d'insécurité et de ne pas être les bienvenus dans leur propre patrie.

Le gouvernement d'occupation de Tel-Aviv a dévoilé ses intentions en approuvant tacitement la violence des colons au lieu d'agir de manière responsable pour protéger les résidents palestiniens. Les crimes commis contre les habitants de la Cisjordanie, y compris les saisies de terres, ont été non seulement tolérés mais applaudis par les personnalités de droite du cercle rapproché de Netanyahu.

Il convient de souligner en outre que les autorités ont approuvé l'augmentation de la population des colonies en Cisjordanie par l'octroi de permis de construire et l'extension des territoires aux colons et à leurs colonies - dont le nombre est déjà estimé à 700 000 ([https://www.timesofisrael.com/liveblog\\_entry/settlers-establish-9-illegal-outposts-in-west-bank-under-fog-of-gaza-war-watchdog-reveals/](https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/settlers-establish-9-illegal-outposts-in-west-bank-under-fog-of-gaza-war-watchdog-reveals/)), 500 000 en Cisjordanie, 200 000 à Jérusalem-Est.

Cette volonté de continuer la présence d'Israël en Cisjordanie s'est accompagnée d'une intensification de la diplomatie axée sur la formation d'une alliance de facto avec les pays arabes à dominante sunnite, en particulier l'Arabie saoudite, et sur l'endiguement et la déstabilisation de l'Iran, dominé par les chiites.

En outre, en septembre 2023, l'intervention de Netanyahu à l'Assemblée générale des Nations unies, au cours de laquelle il a présenté avec arrogance une carte du «nouveau Moyen-Orient» sur laquelle la Palestine était effacée (traitée comme inexistante) a certainement fait de la résistance palestinienne un impératif. Ces éléments constituent le contexte général qui a précédé l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre.

Il est nécessaire que la véritable nature de l'attaque elle-même fasse l'objet d'une enquête internationale, compte tenu des avertissements détaillés et crédibles (<https://mwi.westpoint.edu/what-went-wrong-three-hypotheses-on-israels-massive-intelligence-failure/>) donnés au gouvernement israélien, des capacités de surveillance ultra-sophistiquées d'Israël et des comptes rendus initiaux exagérés qui accusaient le Hamas de crimes plus barbares les uns que les autres prétendument commis au cours de l'attaque.

Certaines des affirmations macabres initiales du 7 octobre ont été par la suite discréditées (<https://theintercept.com/2024/02/28/new-york-times-anat-schwartz-october-7/>) et même modifiées par Israël lui-même. Le plus suspect dans la riposte israélienne a été son empressement à se lancer dans une campagne génocidaire qui, tout en se concentrant sur le Hamas et Gaza, semble également destinée à provoquer une seconde Nakba avec des impacts secondaires majeurs sur la Cisjordanie.

Dans les mois qui ont précédé l'attaque menée par le Hamas, la Cisjordanie a été le théâtre d'une violence grandissante de la part des colons et d'un renforcement des tactiques répressives de Tsahal.

Au cours des années précédant le 7 octobre, Israël a été reconnu coupable du crime international d'apartheid dans une série de rapports bien documentés compilés par des sources objectives et expertes : rapporteurs spéciaux (<https://news.un.org/en/story/2024/04/1148261>) du Conseil des droits de l'homme des Nations unies et de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Human Rights Watch, Amnesty International et *B'tselem* (<https://www.btselem.org/>).

Les démocraties libérales et les grands médias ont refusé de reconnaître ce fâcheux consensus quant à la légitimité de l'occupation israélienne de la Cisjordanie et ont préféré dénigrer et mettre à l'index les détracteurs d'Israël. À la question des colonies, s'ajoute celle des atteintes aux droits à la propriété, à la mobilité et à la sécurité de résidence des Palestiniens qui ont été sapés et sont menacés de diverses manières en Cisjordanie.

À la fin du XXe siècle, la construction d'un mur de séparation entre l'État d'Israël d'avant 1967 et la Cisjordanie, qui a exproprié davantage de terres encore qui appartenaient aux Palestiniens et qui a divisé des villages tels que Bil'in (<https://www.welcometopalestine.com/destinations/ramallah-al-bireh/bilin/>), a encore empiété sur les terres palestiniennes.

En 2003, une majorité quasi unanime des juges de la Cour internationale de justice (CIJ) a jugé illégale cette procédure de construction du mur, mais Israël a défié les conclusions de l'avis consultatif et a poursuivi son projet sans tenir compte du droit international ou des procédures internationales en matière d'obligation de rendre des comptes.





**Comparaison entre le canal de Suez et le canal Ben Gurion (Credit: Wikipedia Commons)**

Le rejet par Israël de toute tentative de création d'un État palestinien doté de droits souverains à l'intérieur de frontières délimitées est depuis longtemps focalisé sur la Cisjordanie. Cette attitude remonte à 1947, lorsque les Nations unies ont approuvé un plan de partage (<https://www.palquest.org/en/highlight/159/un-partition-plan-1947>) de la Palestine reposant sur les frontières issues du mandat britannique sur la Palestine.

Dans les ténèbres laissées par l'Holocauste, les Nations unies sont parvenues à un consensus stipulant que la seule solution viable à la lutte des deux peuples revendiquant la Palestine comme leur patrie était de partager les droits souverains entre deux États égaux, qui seraient nommés Israël et Palestine.

D'éminents commentateurs issus des deux peuples se sont opposés à une telle division territoriale pour diverses raisons, bien résumées, du point de vue juif, dans *The Necessity of Exile* de Shaul Magid et, du point de vue palestinien, dans les derniers écrits d'Edward Said.

Depuis toujours la question centrale, même si elle reste souvent implicite, a toujours été le destin de la Cisjordanie et de ses habitants, ainsi que la question de savoir si la «sécurité» en Palestine serait affectée par la démilitarisation et dépendrait du degré de tolérance d'Israël dans le cas du modèle à deux États, et si l'engagement sioniste en faveur d'un État juif hégémonique pouvait être pris en compte ou devait être modifié dans le cas de la formule à un seul État.

**Daniel Falcone: Quels sont les objectifs des États-Unis en Cisjordanie et en quoi diffèrent-ils de leur politique à l'égard de Gaza?**

**Richard Falk:** Il est dans l'intérêt bien compris des États-Unis de préserver l'identité de la Cisjordanie en tant que territoire palestinien occupé. Si Israël étend sa souveraineté sur la Cisjordanie, dont il affirme depuis longtemps qu'elle devrait être classée comme «territoire contesté» plutôt que comme «territoire occupé», cela mettrait un terme à toute prétention du gouvernement américain à prôner sérieusement une «solution à deux États»

«L'accord du siècle» (<https://arabcenterdc.org/resource/deal-of-the-century-what-is-it-and-why-now/>) proposé par Trump prévoyait un mini-État palestinien symbolique afin d'entretenir l'illusion que les intérêts des deux peuples avaient été respectés, mais cette idée n'a pas réussi à duper les véritables partisans de la solution à deux États.

La crédibilité des États-Unis en tant qu'«honnête courtier» dans le processus de paix d'Oslo (<https://truthout.org/articles/archives-from-oslo-era-reveal-the-us-press-wasnt-always-in-lockstep-on-israel/>), et ailleurs, a été fortement érodée par leur approbation de l'établissement de colonies israéliennes en Cisjordanie, en dépit de leur

illégalité flagrante (<https://www.justice.gov/sites/default/files/jmd/legacy/2014/03/15/senateexcerpt-9-1955.pdf>) et de leur impact négatif sur la recherche d'un compromis politique sérieux relatif à la répartition territoriale finale entre les deux peuples.

La réaction modérée des États-Unis devant l'expansion des colonies s'est limitée à un léger murmure indiquant qu'un tel comportement «était inopportun» (<https://www.haaretz.com/world-news/2016-04-11/ty-article/clinton-expansion-of-settlements-not-helpful/0000017f-f686-ddde-abff-fee7cd3b0000>).

À l'heure actuelle, compte tenu de la caution bipartite apportée par les États-Unis au génocide perpétré par Israël à Gaza et de leur utilisation répétée du droit de veto pour bloquer une directive efficace de cessez-le-feu ou encore une initiative largement soutenue visant à traiter la Palestine comme un membre à part entière de l'ONU, je pense que les États-Unis ne peuvent plus se présenter comme un intermédiaire digne de confiance dans quelque futur processus de négociation bilatéral que ce soit.

Ils deviendraient ouvertement l'épée et le bouclier internationaux d'Israël, affichant leur extrême partialité tout en prétendant faussement adhérer au droit international et à l'équilibre diplomatique. Les intérêts divergents des États-Unis en Cisjordanie et à Gaza se résument à deux questions: premièrement, soutenir le droit d'Israël à se défendre à Gaza, tout en maintenant la légitimité d'Israël en tant que puissance occupante en Cisjordanie et en protégeant ses violations du droit humanitaire international de la censure, des boycotts et des sanctions des Nations unies; deuxièmement, reconnaître que la Cisjordanie est le noyau intégral d'un État palestinien.

**Daniel Falcone: En quoi Israël complexifie-t-il le travail de terrain des universitaires, des militants et des élus? Le fait que les deux régions soient séparées semble rendre le problème encore plus insurmontable.**

**Richard Falk:** Les différences d'approche d'Israël concernant les deux régions créent de nombreuses complications pour ceux qui cherchent des modalités de fonctionnement normales. Tel-Aviv considère que Gaza est administrée par le Hamas, une entité terroriste à ses yeux, tandis que la Cisjordanie est coadministrée avec l'Autorité palestinienne, un organisme de quasi-collaboration qui veille à ce que les activités de résistance soient réduites au minimum.

Même les formes pacifiques de résistance sont sévèrement punies et, dans la mesure où Israël est dirigé par des extrémistes, les conditions de vie au quotidien sont devenues si pénibles et dangereuses que les Palestiniens pourraient se retrouver contraints de partir vers les pays voisins et d'accepter la perte de leur patrie, devenant ainsi des réfugiés ou des exilés.

Jusqu'à récemment, l'opinion publique israélienne se méfiait de tout État israélien qui aurait tenté d'inclure Gaza. Cette méfiance tenait aux inquiétudes israéliennes quant à l'émergence d'une « bombe démographique » résultant de toute tentative pour absorber 2,3 ou 2,4 millions de Palestiniens supplémentaires dans le Grand Israël.

En Cisjordanie, Israël craignait que l'activisme de la société civile, et même les travaux universitaires, ne fassent l'objet d'une mauvaise couverture à l'international quant à la nature d'une occupation aussi prolongée. Occupation israélienne qui est actuellement contestée devant la CIJ suite à une demande de l'Assemblée générale visant à évaluer juridiquement le maintien du rôle administratif d'Israël.



**BADIL publie son document de travail n° 28: «Autodétermination palestinienne: La terre, le peuple et l'aspect pratique»**

Cela fait des années que le retrait envisagé par la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies reste lettre

morte et que de nombreuses violations flagrantes du droit humanitaire international continuent d'être perpétrées. Avant même l'actuel gouvernement Netanyahu, le ministre de la Défense Benny Gantz (<https://www.timesofisrael.com/gantz-gallant-press-blinken-not-to-sanction-idf-unit-as-us-stays-mum/>) a publié en 2021 des décrets interdisant les activités d'ONG respectées de Cisjordanie, les qualifiant d'«organisations terroristes»(<https://truthout.org/articles/i-studied-with-a-palestinian-terrorist-organization-this-is-what-i-learned/>).

Des dirigeants palestiniens élus ont été harcelés et emprisonnés alors même qu'Israël collabore depuis des années avec l'Autorité palestinienne en matière de sécurité et de financement administratif, ce qui suscite la méfiance d'un nombre croissant de Palestiniens à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés.

### **Daniel Falcone: Quel rôle la Cisjordanie joue-t-elle dans la politique étrangère du président Joe Biden?**

**Richard Falk:** La Cisjordanie est une composante indispensable du plaidoyer indéfectible de Biden en faveur d'une solution à deux États (<https://www.pbs.org/newshour/world/in-west-bank-biden-embraces-two-states-for-two-peoples>). Celui-ci a toujours été timoré et jamais convaincant pour exprimer les véritables intentions de la politique américaine.

Le mantra des deux États ressemble de plus en plus à une posture de communication destinée à satisfaire l'opinion publique mondiale à mesure que le temps passe. S'il s'était agi d'un véritable objectif, Joe Biden aurait défié les initiatives israéliennes ces dernières années, lesquelles ont gagné en intensité depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition Netanyahu en 2023.

Le fait que cette coalition extrémiste était déterminée à parachever unilatéralement le projet sioniste en établissant le Grand Israël dans les plus brefs délais était un secret de polichinelle, même s'il fallait recourir à la force la plus violente pour y parvenir. En étendant la souveraineté israélienne à la Cisjordanie, on ferait du maintien de l'adhésion au principe des deux États un signe de méconnaissance géopolitique tellement déconnecté de la réalité géographiques de l'État palestinien qu'il relèverait de la mauvaise plaisanterie.

Un État palestinien viable présuppose des droits souverains pleins et entiers sur la Cisjordanie, ce qui doit inclure la gouvernance territoriale et le démantèlement des colonies. Rien de tout cela ne semble susceptible d'arriver si l'idéologie sioniste continue de façonner la politique de l'État israélien. Biden serait bien mal à l'aise si on lui demandait quel type d'État palestinien les États-Unis favorisent.

Il serait probablement enclin à répondre de manière évasive en disant que «c'est aux parties de décider». Mais s'il était honnête, il répondrait probablement qu'il s'agirait d'un État palestinien définitivement démilitarisé, avec des colonies régies par le droit israélien et exemptées de toute autorité territoriale.

Un tel État pourrait satisfaire aux exigences formelles de la création d'un État, mais il serait un obstacle pour de nombreux Palestiniens, qui continuent d'insister sur leur droit inaliénable à l'autodétermination (<https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/countries/ps/sr-selfdetermination/2022-07-07/Palestinian-Self-Determination.pdf>). Le long calvaire palestinien, qui perdure depuis plus d'un siècle, ne prendra pas fin même si Israël était disposé à permettre la formation d'un État fantoche.

Cette transcription a été remaniée pour des raisons de longueur et de clarté.  
Copyright © Truthout. Ne peut être reproduit sans autorisation.

**DANIEL FALCONE**